

Le Togo vient de réaliser une belle performance dans l'évaluation de la progression des femmes à des postes de responsabilité et dans l'entrepreneuriat, selon le rapport « Women, Business and the Law 2021 » (Les Femmes, l'Entreprise et le Droit) de la Banque mondiale (BM).

L'évaluation a essentiellement porté sur 190 économies, et pris en compte huit indicateurs clés à savoir la mobilité, le lieu de travail, le salaire, le mariage, la parentalité, l'esprit d'entreprise, les actifs et la retraite.

Le Togo, parmi le Top des meilleurs pays

Notre pays a enregistré un score honorable avec 84,5 points, largement au-dessus de la moyenne des pays évalués en Afrique sub-saharienne fixée à 71 points. Les femmes togolaises se voient ainsi accorder 84% des droits reconnus aux hommes.

Le Togo occupe le 1^{er} rang en Afrique de l'Ouest et se positionne à la 7^e place dans la zone sub-saharienne devant le Liberia, la Côte d'Ivoire, la Mozambique, la Zambie, Tanzanie, Kenya et le Rwanda.

Une politique de promotion du leadership féminin affirmée

Cette performance remarquable confirme une fois de plus l'attention particulière que le Président de la République accorde à la promotion du leadership féminin et la participation des femmes conformément à la gouvernance politique et à l'équilibre lié au genre.

Le nombre de femmes occupant des postes à responsabilité élevée dans la sphère politique,

longtemps resté le terrain de prédilection des hommes, en est une preuve irréversible.

Participation effective des femmes à des instances de prises de décisions

Pour la première fois dans l'histoire du pays, les postes de Présidente de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du Médiateur de la République, du Secrétaire général de la Présidence de la République et du Ministre de la Défense sont revenus aux femmes.

Par ailleurs, les femmes sont assez représentatives dans l'actuelle équipe gouvernementale (1/3 des membres) et présentes dans les sphères décentralisées en tant que Maires et Conseillères municipales.

Elles s'affirment également au sein de l'opinion publique comme de véritables leaders, des figures de proue des partis politiques, des ONG ou des mouvements syndicaux.

Une politique d'entrepreneuriat féminin réussie

Cette prouesse du Togo est également liée à la force de la politique nationale de promotion de la participation citoyenne, de l'entrepreneuriat, de l'autonomisation et de l'inclusion sociale et financière de la femme à travers notamment le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (MIFA).

A cela s'ajoute l'octroi de 25% des marchés publics aux jeunes et femmes entrepreneurs.

Pour l'année 2020, malgré les impacts de la crise sanitaire et la dégradation des indicateurs macroéconomiques, le nombre d'entreprises portées par les femmes a augmenté d'à peu près 11%, mieux qu'au cours des années antérieures. Les 3426 entités qu'elles ont formalisées constituent 27% des nouvelles entreprises créées.

Des dispositions sont déjà prises pour la poursuite de cette initiative présidentielle et la création d'un statut de zone franche pour les femmes à travers la simplification et la réduction des procédures, des formalités et des taxes et coûts y afférents.

Ces mécanismes ont été renforcés par des instruments visant la protection juridique et sociale de la femme.

Au-delà des performances

Le gouvernement multiplie les efforts pour maintenir le cap. De nouvelles réformes seront bientôt opérées pour permettre à la femme de jouer pleinement son rôle d'acteur de développement économique et de progrès social.